

Recherches sociographiques



Amélie BOURBEAU, *Techniciens de l'organisation sociale. La réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2015, 295 p.

Jacques L. Boucher

Volume 58, numéro 2, mai-août 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1042181ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1042181ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Boucher, J. L. (2017). Compte rendu de [Amélie BOURBEAU, *Techniciens de l'organisation sociale. La réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2015, 295 p.] *Recherches sociographiques*, 58(2), 527–529. <https://doi.org/10.7202/1042181ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

reçus dans le cadre de la Commission de vérité et réconciliation, laissant tout lecteur quelque peu perspicace sur sa faim. D'ailleurs, à ce sujet, je me permets de revenir sur une affirmation de l'ouvrage qui mérite un approfondissement et qui concerne le statut des langues autochtones dans la perception oblate. Alors que Goulet s'appuie sur les archives des oblats pour indiquer la volonté de ces derniers de préserver les langues autochtones dans la portion de leur apostolat consacrée à l'évangélisation des enfants autochtones, c'est le français qui est employé pour tous leurs autres enseignements, tant académiques que manuels. On sait par les études missionnaires concernant les oblats qu'il est dans la tradition de cet institut (et même plus largement des instituts missionnaires catholiques dès le 19^e siècle) de préserver la culture des peuples autochtones canadiens, notamment par le biais du respect de la langue. Cependant, ce respect de la langue pour une partie de la vie au pensionnat, attestée dans les extraits de documents d'archives oblates, n'invalide en rien, à mon sens, les témoignages d'anciens pensionnaires qui affirment avoir été lésés par rapport à la possibilité de s'exprimer librement dans leur langue maternelle. Ce fait ne vient que nuancer la perception que nous pouvons avoir de cet enjeu dans la vie des pensionnats.

Catherine Foisy

*Département de sciences des religions,
Université du Québec à Montréal.
foisy.catherine@uqam.ca*

Amélie BOURBEAU, *Techniciens de l'organisation sociale. La réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2015, 295 p.

Amélie Bourbeau est historienne et professeure au département d'histoire de l'Université de Sherbrooke. L'analyse qu'elle présente dans ce livre est centrée sur l'évolution de deux organisations du milieu catholique montréalais qui ont œuvré dans le domaine de l'assistance à la population, la Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises (FOCCF) et la *Federation of Catholic Charities* (FCC), qui ont débuté leurs activités respectivement en 1932 et en 1930. Le livre est basé sur une étude très méticuleuse, comme il se fait généralement en histoire. L'auteure s'appuie sur un nombre considérable de documents d'archives en plus d'entretiens avec un certain nombre de témoins clés de cette évolution. Elle apporte aussi beaucoup de soin à bien situer ses sources dans leur contexte tout en relevant leurs limites le cas échéant. De plus, la liste des remerciements nous indique que plusieurs historiens ont suivi l'évolution de ce travail, ce qui authentifie la démarche suivie et les thèses avancées. Il s'agit donc d'un ouvrage sérieux, offert dans une édition très soignée, comportant une présentation de résultats et d'analyse de 176 pages dans un texte tout à fait accessible, en dépit du soin attaché aux détails et nuances, et qui est suivi d'un nombre important d'annexes utiles, en plus des nombreuses notes et références bibliographiques.

Mais le plus intéressant, ce sont les connaissances qui résultent de cette démarche. En menant une étude approfondie de ces deux organisations, l'auteure relève les acteurs sociaux qui ont joué un rôle clé dans cette construction, dont certains étaient nouveaux. Contrairement à l'historiographie assez courante de l'évolution de la société québécoise au cours du 20^e siècle, elle ne s'en tient pas seulement aux deux grands acteurs institutionnels que sont l'État et l'Église catholique. Elle démontre comment, dès l'émergence de ces fédérations de collecte et de distribution de fonds à des agences privées d'assistance auprès des personnes en difficulté, ce sont majoritairement des hommes d'affaires et deux groupes professionnels, les travailleurs sociaux et les comptables, qui en ont pris les commandes. Parmi les acteurs en scène, le clergé est resté minoritaire, avec l'assentiment de la hiérarchie ecclésiastique, tout comme les femmes qui étaient pourtant les plus nombreuses et les plus actives sur le terrain de l'assistance sociale. L'examen fait ressortir des processus « associés de près à la modernité industrielle, la bureaucratisation, la professionnalisation, la sécularisation et l'étatisation », qui sont le « résultat de choix et de négociations entre les acteurs historiques en présence » (p. 11).

Après avoir exposé sa thèse dans son introduction, l'auteure présente son examen en cinq étapes. Tout d'abord, elle situe l'émergence de ces fédérations dans le contexte des années 1911 à 1932, tant dans l'ensemble nord-américain que dans le milieu catholique de Montréal, tant francophone qu'anglophone. Ainsi, en 1932, la FOCCF prend le relais de la Fédération des œuvres sociales de santé avec l'appui de l'archevêque de Montréal, mettant de côté la dimension hygiéniste pour viser surtout la question de la pauvreté, donc de l'assistance. De son côté, la FCC était fondée en 1930, à la suite du rapport de la travailleuse sociale Charlotte Whitton et en remplacement de la *Catholic Social Service Guild* qui ne répondait pas adéquatement aux besoins du milieu.

La deuxième étape de l'exposé s'intéresse à l'orientation donnée au point de départ à ces organisations et qui a progressivement été consolidée par les acteurs impliqués. De fait, le « modèle d'affaires » s'impose assez vite dans la perspective de l'efficacité et de la bureaucratisation, orientation qui est certes promue par la présence importante de gestionnaires de banques et d'entrepreneurs dans les instances décisionnelles de ces organisations, mais également sous l'influence du modèle bureaucratique de l'Église en même temps que de celui des services publics qui commencent à être organisés dans le secteur social. Mais à côté de ces hommes d'affaires, des professionnels ont progressivement joué un rôle important, des comptables d'abord, puis des travailleurs sociaux qui ont été actifs plus tôt à la FCC. En cohérence avec la bureaucratisation et la professionnalisation, la FOCCF s'est donné, en 1934, un organisme d'évaluation des activités d'assistance, le Conseil des œuvres de Montréal, alors que la FCC agissait de façon plus centralisée et personnalisée. Ce processus de professionnalisation est examiné de façon plus approfondie dans un troisième chapitre du livre. On y rend compte des rôles différenciés des catégories de travailleurs sociaux selon le genre et le statut ecclésiastique, la plupart étant formés à l'École de service social de l'Université de Montréal.

Dans une quatrième étape de son analyse, l'auteure traite du processus d'étatisation de l'assistance, documentant comment les fédérations ont participé « aux réformes associées à la Révolution tranquille » (p. 119) en s'engageant, à partir des années 1940, dans l'application de la Loi de l'assistance publique (1921), avec le Bureau d'assistance sociale aux familles (BASF) et le *Catholic Welfare Bureau* (CWB), et

en réclamant progressivement une intervention étatique plus importante. À travers cette évolution, on assiste aussi à de nouvelles approches de l'intervention sociale, particulièrement avec l'adoption de l'animation sociale, en collectivisant l'intervention dans un rapprochement avec la communauté en contrepartie des effets négatifs d'une bureaucratisation trop poussée et de l'élitisme des membres influents des conseils d'administration, comme nous le rapporte le chapitre 5. En même temps qu'à ces processus de bureaucratisation, de professionnalisation et d'étatisation, la sécularisation progressive de l'assistance privée s'est consolidée pour aboutir à la fusion des activités des fédérations catholiques avec celles des organisations des communautés juive et protestante pour aboutir à la création de Centraide en 1974.

Cet ouvrage est particulièrement utile pour notre compréhension de l'évolution non seulement de l'assistance sociale, privée comme publique, mais tout autant de l'évolution des politiques sociales et de la société québécoise en général. Il intéressera certainement les personnes impliquées dans la recherche et la formation sur ces questions, particulièrement en travail social mais également dans les différentes disciplines en sciences sociales, l'histoire évidemment, mais aussi la sociologie et les sciences politiques. Certes, on pourrait déplorer que le livre ne revienne pas de façon plus systématique et théorique, vers la fin, sur les thèses annoncées dans l'introduction, mais cette réflexion pourra être poursuivie dans d'autres ouvrages, y compris avec l'apport d'autres disciplines. Ce livre serait certainement utile aux étudiantes et étudiants en travail social et en science politique, entre autres, en plus de l'histoire évidemment. Enfin, des intervenantes et intervenants sociaux, travailleurs sociaux, entre autres mais pas exclusivement, pourraient y trouver intérêt et en tirer profit.

Jacques L. BOUCHER

*Université du Québec en Outaouais,
Directeur adjoint du CRISES,
Rédacteur en chef de Économie et Solidarités.
jacques.boucher@uqo.ca*

Aurélien BOIVIN, Hans-Jürgen LÜSEBRINK, Jacques WALTER (dir.), *Régionalismes littéraires et artistiques comparés Québec/Canada – Europe*, numéro spécial de la revue *Questions de communications*, série « Actes », 22, Nancy, Éditions universitaires de Lorraine, 2014, 308 p.

L'ouvrage collectif *Régionalismes littéraires et artistiques comparés Québec/Canada-Europe*, paru en 2014, rassemble des articles proposant une redéfinition du phénomène du régionalisme sous trois éclairages : littéraire et artistique; comparatiste; et dans ses manifestations concrètes illustrées notamment par des transferts culturels entre le Québec et la France. Les études rassemblées par Aurélien Boivin, Hans-Jürgen Lüsebrink et Jacques Walter permettent, d'une part, de mettre en lumière le rôle fondamental d'influences extérieures (américaines, allemandes et françaises, par exemple) sur le développement de l'« identité régionale canadienne-française » (p. 9). D'autre part, plusieurs articles insistent sur les convergences entre le régionalisme canadien-français et certains mouvements régionalistes européens